

REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° PD06300324A0001
Commune d'AMBERT	Date de dépôt : 29/02/2024 Demandeurs : FAURE Frédéric, TOURNEBIZE Céline, TOURNEBIZE François, TOURNEBIZE Sylvie et CHAPPELLIER Charlène Pour : Démolition totale d'un bâtiment Adresse terrain : 1511 Route du Monteix - 63600 AMBERT

ARRÊTÉ
Accordant un permis de démolir
au nom de la commune d'AMBERT

Le Maire d'AMBERT,

Vu la demande de permis de démolir présentée le 29/02/2024 par Monsieur FAURE Frédéric demeurant 840 Allée du Limousin – 26300 BOURG-DE-PEAGE, Madame TOURNEBIZE Céline demeurant 6 Rue des Fontaines – 63940 MARSAC-EN-LIVRADOIS, Monsieur TOURNEBIZE François demeurant 22 Lotissement les Pins – 63300 ESCOUTOUX, Madame TOURNEBIZE Sylvie demeurant 405 Chemin de la Besseyre – 63600 AMBERT et Madame CHAPPELLIER Charlène demeurant 75 Impasse de Bellevue – 01250 MONTAGNAT ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 29/02/2024 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Démolition totale d'un bâtiment ;
- Sur un terrain situé 1511 Route du Monteix - 63600 AMBERT

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone Uh du PLU ;

ARRÊTE

Article UNIQUE

Le permis de démolir est **ACCORDE**.

AMBERT, le 24/04/2024

Le Maire

G. GOARBINET

The image shows the official seal of the Municipality of Ambert, which is circular and contains the text 'MAIRIE D'AMBERT' and '1830'. Overlaid on the seal is a large, handwritten signature in black ink.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.